

« La crise catalane met l'Europe à l'épreuve »

Charles Michel, dans un entretien au « Soir », exprime sa conviction que le blocage espagnol doit se résoudre dans le dialogue. Il revendique par ailleurs une démarche volontariste pour relancer le projet européen.

Jeudi et vendredi prochains, les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne se réuniront. Ils doivent décider d'une méthode et d'un calendrier pour relancer le projet européen. La crise catalane sera également à l'agenda. Une crise « qui met l'Europe à l'épreuve », analyse Charles Michel.

Car c'est une crise institutionnelle et politique dans un pays qui met en jeu des questions fondamentales, l'expression d'un vote, des opinions, l'usage de la force... » Pour la résoudre, le Premier ministre compte sur « le démarrage d'un dialogue hispano-catalan. Ce n'est que si on constatait un échec définitif qu'il faudrait poser la question d'une médiation internationale ou européenne. »

Concernant la relance du projet européen, Charles Michel revendique une démarche volontariste et plaide pour « l'Europe différenciée, c'est-à-dire pour l'unité si c'est possible, mais pas au prix du statu quo ». Il plaide également pour

la mise en place au niveau européen d'une méthode de gestion « en parallèle » des différents dossiers, « afin de pouvoir conclure des accords politiques globaux, en faisant des arbitrages ». ■

« Après les discours sur l'Europe, il faut décider »

- Le Premier ministre veut que la Belgique soit dans le « cockpit » de l'Europe.
- Et il revendique sa complicité générationnelle avec les Macron, Bettel, avec lesquels il force une démarche plus volontariste pour relancer le projet européen.

ENTRETIEN

Jeudi et vendredi prochain, les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE se réunissent pour leur Conseil européen d'automne. Ils doivent décider d'une méthode et d'un calendrier pour entamer concrètement un processus de relance du projet européen. Le Premier ministre a reçu *Le Soir* et *De Standard* pour exposer ses vues sur les sujets européens, dans lesquels il affiche l'ambition toujours plus assumée de jouer un rôle de premier plan.

Vous avez dit récemment que vous souhaitez que la Belgique soit dans le « cockpit » européen. Cela se traduit comment ? J'ai pris beaucoup d'initiatives afin de renforcer notre réseau. Avec nos partenaires du Benelux, nous avons rencontré le groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, Tchéquie et Slovaquie, NDLR), le groupe des pays nordiques, j'ai aussi eu beaucoup de rencontres bilatérales, avec Berlin et Paris notamment. Nous sommes très engagés, et je le suis personnellement aussi. Je le fais parce que je sais combien il est important, à côté des efforts et décisions courageux que

nous consentons sur le plan intérieur, d'engranger aussi des résultats concrets avec une stratégie plus claire sur le plan européen. Il y a un momentum, après les sommets de Bratislava et Malte, après les élections néerlandaise, française et allemande, pour des choix politiques au plus haut niveau européen. Au dernier sommet informel à Tallinn, j'ai été l'un des plus actifs autour de la table afin qu'on fixe le plus clairement possible quelles doivent être

les prochaines étapes de ce processus, plutôt que de laisser éternellement flotter les idées dans l'air.

À quoi peut-on mesurer le résultat de cette activité ?

La Belgique arrive à enregistrer dans les conclusions des réunions du Conseil européen (les 28 chefs d'État ou de gouvernement, NDLR) les points qui sont importants du point de vue belge. J'ai été le premier, d'abord au sein du Benelux puis au niveau du Conseil européen, à plaider pour l'Europe différenciée - qu'on a aussi appelée l'Europe à plusieurs vitesses -, c'est-à-dire pour l'unité à 27 si c'est possible, mais pas au prix du statu quo. Au début, la presse mais aussi certains de mes collègues me regardaient un peu surpris. Quelques mois plus tard, dans le cadre d'une vision commune au Benelux, on a retenu cette notion d'Europe différenciée, qui a ensuite été reprise par l'Allemagne, la France, et l'Espagne...

À Malte ensuite, j'ai dit que nous devons choisir une autre méthode. Plutôt que de travailler par dossiers sur lesquels on bute chaque fois, comme la migration, le dumping social, etc., il faut, comme à l'intérieur d'un gouvernement de coalition, tenter de gérer les dossiers en paral-

lèle afin de pouvoir conclure des accords politiques globaux, en faisant des arbitrages. Aujourd'hui, de plus en plus de pays partagent cette façon de voir les choses. Et la vision d'Emmanuel Macron correspond à cette façon plus large d'aborder les problèmes.

Dans son discours sur l'état de l'Union, Jean-Claude Juncker a plutôt mis l'accent sur l'unité que sur la différenciation.

Il n'y a pas de contradiction. Je suis convaincu que mener un dialogue politique approfondi, aussi avec les pays qui ne partagent pas tout à fait la même vision du projet européen, est la clé pour atteindre un compromis cohérent et aller de l'avant.

Y a-t-il un nouvel axe, jeune et libéral, Macron-Michel-Bettel ?

C'est vrai qu'il y a une complicité générationnelle. Mais ce n'est pas tout. Je ne suis pas de la même génération qu'Angela

Merkel, mais je me retrouve sur beaucoup de points en phase avec elle. L'élément neuf depuis quelques mois (il claqué des doigts comme pour marquer la cadence, NDLR), c'est le volontarisme : passer de l'Europe des crises, de l'Europe qui subit, à l'Europe qui entreprend, qui agit. C'est le point cardinal de mon action. On fait parfois beaucoup de discours, on commente les discours, puis on fait des commentaires sur les commentaires... Maintenant, les élections alle-

mandes sont passées, il n'y a plus aucune raison de ne pas mettre à profit les 6 à 12 mois prochains pour prendre des décisions.

Il y a une autre dimension très importante à mes yeux : je n'accepte plus de laisser le monopole du débat européen, en fait de la détestation européenne, aux extrémistes de gauche ou de droite. Ceux qui partagent les valeurs européennes, doivent prendre à bras-le-corps les décisions pour montrer la valeur ajoutée européenne. Enfin il y a une réflexion qui s'est imposée avec la commémoration du soixantième anniversaire du traité de Rome. Il y a eu la génération des pères fondateurs, il y a eu celle des bâtisseurs, maintenant, c'est à nous de donner ce nouvel élan au projet européen. En sacralisant les valeurs originelles - la réconciliation, la paix, la sécurité, la stabilité, la prospérité, l'émancipation, une Europe leader du monde libre - mais en les traduisant dans les différents dossiers.

Par exemple ?

Sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire, qui pourrait dopper la croissance en Europe. Il y a deux écoles. Depuis quelques années, certains disent qu'ils ont mené leurs réformes, et qu'ils seront solidaires quand les autres auront aussi mené les leurs. Je comprends ce message. D'autres disent qu'ils ne pourront mener leurs réformes s'ils n'ont pas un peu d'oxygène. C'est devenu un dialogue de sourds. Je mets une proposition sur la table : prenons la décision maintenant, sur un timing à fixer, que si dans ce délai chacun a fait les efforts nécessaires de mise en œuvre des réformes, alors il y aura la possibilité de finaliser l'union bancaire, de faire des pas vers une gestion commune des dettes, pour libérer des capacités d'investissement. Les deux tendances y trouveraient des avantages. Des pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas pourraient dire qu'ils ont convaincu leurs partenaires de faire des

réformes, et les pays qui feront des réformes pourront les mener avec une perspective vers plus de solidarité. ■

Propos recueillis par
BART BEIRLANDT
JUREK KUCZKIEWICZ

« Avec Macron, Bettel, il y a une complicité générationnelle. Et un élément neuf : le volontarisme »

BREXIT

« Les Britanniques doivent faire la clarté entre eux »

Vous devrez décider vendredi avec vos 26 collègues s'il y a eu des progrès suffisants dans la négociation du Brexit, pour autoriser le passage à la deuxième phase, sur la relation future entre l'UE et le Royaume-Uni...

Y a-t-il des progrès suffisants ? Pas à ce stade. Et c'est un problème. La Belgique est un des pays qui est le plus concerné par la vitalité des relations économiques avec la Grande-Bretagne. Je suis donc déterminé à défendre nos intérêts. Et nous devons être déterminés à faire progresser la négociation. Sur les trois points préalables, les droits des citoyens, le règlement financier et la question irlandaise, il faut avoir fait des progrès suffisamment convaincants pour passer à la deuxième phase.

Quel est le degré de votre inquiétude quand vous voyez le temps passer ? Et lorsque vous observez les divisions au

sein du gouvernement de Theresa May ?

Je ne veux pas glisser vers la panique. Mais la balle est davantage dans le camp britannique qu'europpéen. Et lorsqu'on a l'impression que le partenaire britannique n'est pas solide sur une position de négociation, cela rend les choses compliquées. Les Britanniques doivent rester nos amis, nos partenaires sur les plans sécuritaire, économique et des valeurs démocratiques, et nous demandons à nos partenaires de faire au plus vite la clarté entre eux, dès lors que le manque d'unité ne leur permet pas d'être précis dans leur position de négociation.

Les 27 devraient-ils montrer plus de flexibilité pour faire avancer la négociation ?

Nous sommes de bonne foi. Mais qui peut imaginer que, comme Premier ministre belge, j'accepte que des citoyens belges qui se sont mariés avec des Britanniques ou sont allés travailler là-bas, et qui vont demander une résidence ou un permis de travail, voient leurs droits fondamentaux mis en péril parce qu'on a organisé un référendum sur le Brexit ? Ce n'est pas un détail !

B.BT ET J.KZ

Catalogne « Il n'y a pas de dialogue, mais une guerre des nerfs »

Votre tweet après les violences policières le jour du scrutin en Catalogne n'a pas été très bien perçu à Madrid...

Nos conseillers diplomatiques sont en contact permanent pour expliquer notre position, afin d'éviter les interprétations erronées. Mon tweet a été un tweet de conviction. Trois jours plus tôt à Tallinn, nous avons parlé de la relance du projet européen, et je ne pouvais imaginer qu'on soit confronté à des images de cette nature sur le sol européen sans qu'il y ait de réaction de leader européen. Je me suis exprimé, je l'assume totalement, avec spontanéité et conviction, et je l'ai fait sur un point où tout le monde m'a rejoint...

... pas tout le monde...

Si. Le lendemain, je le reconnais, la Commission a également indiqué que le problème devait se résoudre dans le dialogue. Et j'ai eu beaucoup de réactions de collègues européens qui m'ont dit : « Heureusement que tu l'as fait ! »

À la N-VA, on se dit très fiers d'avoir inspiré votre tweet.

Je n'ai pas besoin de source d'inspiration pour exprimer mon opinion après avoir visionné les images que j'ai vues.

Les réactions de la Commission ou d'autres ont paru plus favorables au gouvernement espagnol. Votre tweet, et une déclaration de Donald Tusk ce mardi, ont été perçus comme plus sin-

cièrement inquiets.

Il faut dire la vérité : cette affaire espagnole et catalane met l'Europe à l'épreuve. Car c'est une crise institutionnelle et politique dans un pays qui met en jeu des questions fondamentales, l'expression d'un vote, des opinions... La Cour constitutionnelle a interdit le référendum, mais il a été organisé et on a utilisé la force pour l'empêcher. Ce sont les faits. Et ils mettent à l'épreuve les convictions que l'on peut avoir au niveau européen : d'un côté, nous sommes convaincus que les ordres constitutionnels sont

importants pour assurer le cadre démocratique, et de l'autre côté, des partis politiques expriment une remise en question d'une organisation institutionnelle. Mais il y a eu des débats par le passé dans divers pays sur la manière de gérer institutionnellement le vivre-ensemble politique.

Que beaucoup de leaders européens aient été mal à l'aise, ne sachant quelle réponse donner à cette question, je le comprends. Moi, ma réponse du dimanche 1^{er} octobre n'a pas été politique, c'était une réponse émotionnelle sur les valeurs. Quand je l'ai dit, on a trouvé que c'était audacieux, que l'Espagne ne serait peut-être pas contente, mais maintenant tout le monde parle de dialogue. Ce n'est pas une crise juridique en Espagne, c'est une crise politique, et une crise politique se résout par le dialogue politique. Et com-

prenez-moi bien : je ne suis pas dans une position de parti pris en disant cela. Moi, je m'occupe du gouvernement belge, et je le représente au Conseil européen. Je dis simplement que le bon sens veut qu'il y ait dialogue. Et pour l'instant, il n'y en a pas. Il y a une guerre des nerfs, qui doit s'arrêter à un moment pour ouvrir le champ à un dialogue politique.

Faut-il une médiation ?

Nous comptons toujours sur le démarrage d'un dialogue. Ce n'est que si on constatait un échec définitif du dialogue qu'il faudrait poser la question d'une médiation internationale ou européenne.

Si la Catalogne confirmait son indépendance, y a-t-il une chance que la Belgique la reconnaisse ?

Il y a zéro chance que je réponde à une question qui ne se pose pas. Je ne vais pas rendre les choses plus compliquées encore.

Craignez-vous une contamination à d'autres régions d'Europe ?

Les leçons de cette crise en Espagne sont claires : il faut le dialogue pour évacuer les frustrations. Lorsque des frustrations

durent des années sans qu'elles soient résolues, tôt ou tard il y a une facture politique à payer. La démocratie, c'est bien plus que la majorité contre l'opposition. C'est aussi la prise en compte, par des mécanismes, de l'opinion de ceux qui ne sont pas majoritaires à un moment donné mais qui pourraient le devenir. ■

**Propos recueillis par
B.BT ET J.KZ**

**« Mon tweet ?
Beaucoup
de collègues
européens
m'ont dit
"Heureuse-
ment que tu
l'as fait!" »**